AVOCATS SANS FRONTIERES
France
Là où la défense n'a plus la parole

CALSDH

Profil de poste
Assistant(e) de coordination

Projet IMPLICation et participation des acteurs pour la protectiondes droits des personnes privées de liberté (Haïti)

DESCRIPTION DES ORGANISATIONS

Avocats Sans Frontières France (ASF France) est une association de solidarité internationalerégie par la loi française du 1er juillet 1901. Elle a pour mission de :

- Favoriser l'accès au droit et à une justice équitable pour les personnes vulnérables éloignées de celle-ci, détenues arbitrairement ou torturées
- Défendre toute personne privée d'une défense libre et indépendante ainsi que les défenseurs des droits de l'Homme menacés ou violentés dans l'exercice de leur fonction
- Renforcer la capacité d'agir et l'autonomie des acteurs locaux de la défense et de lapromotion des droits de l'Homme (société civile et acteurs du système judiciaire).

Le **Collectif d'Avocat-es Spécialisé-es en Litige stratégique des Droits Humains (CALSDH)** œuvre en faveur d'une meilleure protection des droits humains en Haïti, notamment ceux des femmes, mineur(e)s et des autres personnes en situation de vulnérabilité. Des cas emblématiques de violations de droits humains sont judiciarisés par le Collectif et peuvent progresser au sein des juridictions nationales, régionales et/ou internationales. Le CALSDH a pour objectif de contribuer dans la lutte en faveur d'un égal accès à la justice à toutes- tous sans discrimination aucune et contre l'impunité. Le litige stratégique est utilisé comme moyen pour atteindre son objectif. Par la judiciarisation des cas emblématiques et ses stratégies de défense intégrale des droits de la personne, le Collectif envisage d'apporter sa contribution dans la lutte pour le changement des comportements des acteurs-actrices du système judiciaire et des dirigeant.es étatiques haïtien.nes.

CONTEXTE DE LA MISSION

Avec un taux d'occupation de 358% en 2017, soit 1,43 mètre carré par prisonnier, la problématique de la surpopulation carcérale est criante en Haïti. Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, la surpopulation est principalement due au nombre élevé d'arrestations arbitraires et au recours fréquent à la détention préventive. Le 28 janvier 2021, le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) a recensé 10 625 hommes incarcérés sur tout le territoire national. 1 743 de ces détenus étaient condamnés alors que 8 822 d'entre eux étaient en détention préventive prolongée. Celle-ci représentait au 1er juin 2021, 82% des détenus. Cependant, dans les dernières années, des efforts ont été démontrés à travers la ratification de conventions et traités internationaux sur les droits des détenus, l'adoption de lois progressistes concernant les conditions dedétention, et l'adoption par décret présidentiel d'un nouveau code pénal et d'un nouveau code de procédure pénal devant entrer en vigueur en juin 2022.

Haïti a connu plusieurs périodes d'instabilité socio-politique qui ont conduit au blocage de l'ensemble du pays. Le fonctionnement du tribunal de Première Instance de Port-au-Prince est particulièrement impacté étant fréquemment l'objet de manifestations ou d'interventions de bandits armés à proximité. Plusieurs autres tribunaux dans d'autres juridictions sont aussi inaccessibles en raison du contexte d'insécurité généralisée dans le pays. Des grèves à répétition de nombreux acteursdu système judiciaire perturbent également le bon fonctionnement du système judiciaire.

Ainsi, les principaux problèmes identifiés sont non seulement le **manque de protection et de défense des droits civils et politiques des personnes privées de liberté,** l'inaccessibilité quasi-totale à la Justice, le **manque de moyens** pour exprimer la violation de leurs droits, mais également l'aggravation des **conditions macabres de détention en Haïti.**

Le Projet IMPLIC est en ce sens mis en place par Avocats Sans Frontières France et ses partenaires, notamment le Collectif d'Avocat-es Spécialisé-es en Litige stratégique de Droits Humains (CALSDH) en vue d'apporter certaines réponses aux différents problèmes identifiés en milieu carcéral haïtien.

DESCRIPTION DU POSTE

L'assistant(e) de coordination travaillera sous la responsabilité directe et immédiate du /de la chef(fe) de projet en vue de faciliter la réalisation effective et de l'ensemble des activités du projet IMPLIC, faire les suivis techniques et logistiques. Il/elle assistera le/la chef(fe) de projet dans la mise en œuvre du projet et la liaison entre le CALSDH, ASFF et d'autres partenaires du Projet.

1. **Coordination du projet**

- Appuyer la coordination, le développement, le suivi et l'évaluation des activités, sous la supervision du Chef de projet.
- Faire le lien entre les différents acteurs du projet sur demande du ou de la chef (fe) de projet ;
- Participer dans la planification et l'organisation des déplacements des avocat.es et préparer le matériel nécessaire aux activités
- Assurant conjoint avec le/la chef(fe) de projet la liaison avec l'équipe juridique du CALSDH ;
- Apporter son appui à l'équipe juridique du CALSDH ;
- Appuyer la production des outils de suivi du projet (i.e. la base de données et outils d'analyse) ;
- Participer dans la rédaction du guide de bonnes pratiques avec les experts du CALSDH, ceuxd'ASFF et les défenseurs des droits ;
- Appuyer la production d'outils de sensibilisation.

2. **Gestion administrative et financière**

- Gérer et organiser les archives, la tenue et la sécurisation des données du projet ;
- Participer dans l'organisation la logistique en vue de la mise en place des activités et des missions ;
- Participer dans l'élaboration de rapports narratifs et de gestion
- Participer dans ä la mise en œuvre des procédures d'acquisition de biens et services ;
- Appuyer le/la Chef (fe) de projet dans les suivis budgétaires ;
- Participer dans la mise en œuvre des opérations de décaissement.

3. **Sécurité et logistique**

- Analyser le contexte et transmettre les informations au chef de projet qui s'assure du suivi avec l'administration, la direction du CALSDH et ASFF
- Appuyer le ou la chef (fe) de projet dans l'évaluation des risques et menaces liés à la mise en œuvredes activités.
- Appuyer l'exécution des procédures d'achat et gestion de stocks

AVOCATS SANS FRONTIERES
France
Là où la défense n'a plus la parole

CALSDH

PROFIL RECHERCHÉ

1. Formation

- Bac + 4 en Gestion de projet, Sciences Politiques, Droit, Relations Internationales, Coopération Internationale.

2. Expériences

- Expérience de 2 ans minimum en gestion de projets de coopération internationale et/ou sur des activités de renforcement de l'État de droit ou de coordination de projets liés au secteur des droits humains
- Expérience de travail avec les bailleurs de fonds internationaux ;
- Expérience de travail dans des organismes de défense de droits humains ;
- Bonne connaissance en gestion et administration.

3. Compétences

- Connaissance des problématiques liées aux personnes privées de liberté et au renforcement de l'Etat de droit en Haïti ;
- Excellentes capacités rédactionnelles et d'analyse ;
- Maîtrise des outils de monitoring ;
- Maîtrise des outils de suivi budgétaire et l'enregistrement des informations financières ;
- Bonne connaissance des logiciels comptables ;
- Connaissances des enjeux sécuritaires en Haïti.
- Maîtrise écrite et orale du français ;
- Maîtrise Pack Office indispensable (Word, Excel, Power Point, Publisher, Internet Explorer)

CONDITIONS DE TRAVAIL

Contrat de droit local
Rémunération selon profil et expérience
Durée du contrat : 8 mois non-renouvelables
Prise de fonction : Immédiatement
Lieu d'affectation : Port-au-Prince, missions prévues dans d'autres villes ou dans quartiers avoisinants de Port-au-Prince.

Comment postuler
Envoyer CV + lettre de motivation et trois personnes de référence au plus tard le vendredi 29 septembre 2023 avant 11h59 pm, au mail suivant : recrutements@avocatssansfrontieres-france.org et ressourceshumainescalsdh@gmail.com en mentionnant dans l'objet : Assistant(e) de Coordination IMPLIC.

N.B. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.